

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Présidentielle 2023/PDG: les militants sommés de ne plus formuler des appels à la candidature du "DCP"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

A coup sûr, c'est une mise en garde assortie d'avertissements que le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, a adressée à l'ensemble de ses troupes à travers la note rendue publique hier par sa formation politique. Dans laquelle, au regard de certaines dispositions pertinentes des statuts et règlement intérieur du PDG, il "interdit, de façon formelle, à tous les militants et sympathisants du PDG, tout protocole confondu, de formuler à titre individuel ou sous le sceau d'une association, des appels à

la candidature du Distingué camarade président (DCP), Ali Bongo Ondimba, à la prochaine élection présidentielle". D'autant plus que, a-t-il indiqué, cela a "le malheur de semer le trouble et la confusion dans l'opinion et les esprits des militantes et militants qui sont pourtant concentrés sur l'exécution de la feuille de route adoptée par le DCP". Qu'advient-il de tous les contrevenants? Ils seront "passibles des sanctions disciplinaires, conformément aux dispositions des articles 52 des statuts et 49 à 52 du règlement intérieur". De fait, Steeve Nzegho Dieko entend faire régner l'ordre et la discipline dans ses rangs en mettant un terme aux agissements de

certaines militants. Lesquels, en marge des recommandations et de la ligne fixée par leur écurie politique, font des sorties intempestives aux yeux de certains, sous le couvert des appels à la candidature d'Ali Bongo Ondimba au prochain scrutin présidentiel. Ce faisant, il réaffirme clairement la primauté du parti sur toute autre considération ou démarche individuelle et isolée des militants et militantes. D'autant que, a-t-il précisé, "seul le parti, à travers ses organes habilités, est autorisé à solliciter à nouveau, en tant que besoin, l'indulgence de notre champion, détenteur du titre, pour daigner accepter de se porter candidat au combat en 2023".



Le secrétaire général du PDG, Steeve Nzegho Dieko, lors d'une précédente sortie.

Transparence électorale : les propositions de Mike Jocktane

LE candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle de 2023 a animé une conférence de presse hier, au siège de son parti sis au quartier Charbonnages.

O. N.
Libreville/Gabon

MIKE Jocktane, l'un des candidats déclarés à la prochaine élection présidentielle de 2023, par ailleurs président du parti "Gabon nouveau", a animé une conférence de presse hier, au siège de sa formation politique sis au quartier Charbonnages, dans le 1er arrondissement de Libreville. C'était l'occasion pour lui de revenir sur la transparence électorale dans notre pays. Face aux représentants des organes de presse, il a souligné la nécessité de changer la gouvernance en vue du développement d'un pays. Selon lui, ce changement passe par un processus électoral libre et transparent. Pour y parvenir, le président de "Gabon nouveau" a décliné une série de 14 propositions susceptibles d'améliorer le processus électoral. Dans ce cadre, on notera entre

autres, la nécessité de décaler le calendrier électoral dès maintenant pour en déterminer le processus ; clarifier les missions dévolues d'une part au Conseil gabonais des Elections (CGE) et d'autre part au ministère de l'Intérieur et à la Cour constitutionnelle ; mais aussi réformer en profondeur le fonctionnement du CGE. Mike Jocktane prône également l'organisation d'un débat audiovisuel entre l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle ; le lancement d'une campagne de sensibilisation des populations sur le processus électoral, aux fins de réduire l'abstention. A cela, il ajoute l'organisation de la formation des membres des bureaux de vote ; l'adoption du bulletin de vote et l'enveloppe uniques ; tout comme la proclamation et la publication des résultats le jour même du vote et l'affichage des procès-verbaux. Il faut rappeler qu'avant lui, plusieurs



Mike Jocktane a décliné ses propositions pour améliorer le processus électoral.

autres partis politiques ont récemment fait des propositions dans le but d'améliorer le processus électoral. Il s'agit des Démocrates, de l'Union nationale, du Rassemblement pour le Gabon (RPG) et du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), entre autres.

Gabon-Côte d'Ivoire : ultime hommage de Faustin Boukoubi à Amadou Soumahoro



Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, s'inclinant devant la bière.

J.K.M
Libreville/Gabon

A la tête d'une importante délégation, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, a pris part mardi dernier à Abidjan, aux côtés du président ivoirien Alassane Dramane Ouattara, aux obsèques du président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Amadou Soumahoro, décédé le 7 mai dernier, dans la capitale économique ivoirienne, à l'âge de 68 ans. Une cérémonie empreinte d'émotion et de tristesse au cours de laquelle il a rendu un ultime hommage à l'illustre disparu en traduisant "toute la compassion des députés gabonais à l'endroit de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et à travers elle, au

peuple frère ivoirien durement frappé par le destin". Tout en exprimant l'affliction et la solidarité des membres du bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) à l'ensemble de la nation ivoirienne. Ce d'autant plus qu'Amadou Soumahoro était également président de cette organisation parlementaire francophone. Et qu'à ce titre, il avait notamment plusieurs fois mandaté Faustin Boukoubi, membre dudit bureau, de présider différentes rencontres de l'APF. Plusieurs fois ministre, maire de la ville de Séguela de 1996 à 2013, puis député de la circonscription de cette ville du nord de la Côte d'Ivoire avant d'être élu au perchoir le 7 mars 2019, Amadou Soumahoro était une icône de la vie politique ivoirienne.